

Le communiqué final a soigneusement évité les phrases-choc. «La réduction de l'inflation est la première des priorités» continue-t-on d'affirmer à l'issue du Sommet de Venise, et comme à Bonn, on souhaite «des transferts de dépenses du secteur public vers le secteur privé et de la consommation à l'investissement». On promet «d'éviter soigneusement les actions protégeant des industries ou des secteurs particuliers des rigueurs de l'ajustement». Dans le domaine du commerce international, les Sept promettent de «résister aux pressions protectionnistes qui ne peuvent qu'aboutir à l'inverse du résultat recherché et aggraver l'inflation».

Mais, malgré ces généreux engagements, les chefs d'État et de gouvernement admettent qu'«à court terme, il sera peut-être difficile économiquement et politiquement, de prendre des mesures de ce genre». . . C'est que, comme M. Trudeau l'a justement rappelé au cours d'un entretien privé, il y avait à Venise trop de chefs d'État et de gouvernement pour que le Sommet soit «productif.» «On était au Sommet de Venise, a expliqué M. Trudeau, avec même pas un premier ministre japonais (le Japon était représenté par son ministre des affaires étrangères, M. Saburo Okita. Il remplaçait le premier ministre défunt, M. Masayochi Ohira). On avait là un chef d'État américain qui est très contesté et qui ne saura qu'au mois de novembre s'il reste au pouvoir. M. Schmidt a des élections en octobre et sa cote est fort bonne, et il me semble probable qu'il va gagner mais. . . en démocratie, on ne sait jamais ce qui peut arriver. Valéry Giscard d'Estaing était à peu près dans la même situation. . .»

«Mais j'en tire la conclusion, promet M. Trudeau au cours du même entretien, que le prochain Sommet au Canada devrait être un Sommet très productif parce que les élections auront eu lieu au Japon, en Allemagne, aux États-Unis et en France. En Grande-Bretagne aussi, où Madame Margaret Thatcher est bien en selle. . . La conclusion que je tire, c'est que personne ne se sentira affaibli.»

Les perspectives électorales d'au moins quatre des sept gouvernements représentés à Venise ne sont pas la seule raison de la prudence du communiqué final. En fait, les Sept en 1980 se sont retrouvés exactement dans la même situation qu'en 1975 à Rambouillet avec la seule différence que, la situation se produisant pour la deuxième fois, rien ne leur permet plus de penser qu'ils soient à l'abri et que cela ne puisse plus jamais se reproduire. La situation à laquelle ils font face, c'est évidemment une augmentation de plus de 100 p.cent des prix du pétrole, augmentation sur laquelle ils n'ont aucun contrôle. Tout puissants qu'ils soient, les Sept se sont avoués, à Venise, à la merci de petits pays comme l'Irak ou la Libye, qui peuvent entraîner l'OPEP dans une autre guerre féroce des prix.

«Le message économique de ce Sommet de Venise est clair, ont d'ailleurs conclu les Sept le 23 juin dernier. Pour relever les grands défis économiques du monde, il s'impose de réaliser et maintenir un équilibre entre l'approvisionnement et la demande d'énergie à des niveaux raisonnables et à des prix supportables. La stabilité de l'économie mondiale. . . dépend de la reconnaissance de